

Le Partenariat des OSC est une plateforme ouverte qui unit les voix des OSC du monde entier sur la question de l'efficacité du développement.

eBULLETIN



PHOTO: www.mindanews.com

Mars 2016

CONTENU

- 1 Déclaration PCFS sur le Kidapawan Farmers Massacre
- 3 Actualités du Secrétariat mondial
- 4 Actualités sur les groupes de travail
- 6 Actualités sur les secteurs
- 7 Histoires en vedette

Ils demandaient du riz : ils ont reçu des balles

Déclaration PCFS sur le Kidapawan Farmers Massacre

Nous tenons à exprimer notre ferme condamnation du meurtre de plusieurs paysans non armés alors qu'ils demandaient une aide alimentaire. Les habitants du Nord Cotabato subissent une grave sécheresse. La réponse minimale du gouvernement pour les aider à surmonter cette crise est déjà assez dégradante en elle-même. Le blocage de l'aide alimentaire qui leur est destinée est tout bonnement un crime. Ouvrir le feu sur eux alors qu'ils demandaient simplement ce qui leur est dû est une hérésie pure et simple.

Des milliers de paysans de Kidapawan, au Nord Cotabato, ont décidé de quitter provisoirement leurs fermes pour protester contre le blocage de l'aide alimentaire par le gouvernement local et pour exiger la distribution des fonds d'aide aux sinistrés, censés être destinés aux paysans dont les cultures ont été détruites par le phénomène El Niño.

Après quatre jours de manifestation pacifique devant le bureau provincial de l'Autorité nationale pour l'alimentation, les forces de police ont ouvert le feu sur les paysans non armés, faisant trois morts et plus de quarante blessés.

Avant cette tragédie, le Centre national pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe (NDRRMC) avait annoncé dans son rapport du 10 mars 2016 que « cinq (5) provinces ont été touchées par une vague de sécheresse tandis que dix-huit (18) provinces, principalement sur l'île de Mindanao, traversent une période particulièrement aride depuis le mois dernier ».

Ce rapport mentionnait également « le signalement de feux de brousse dans les municipalités de General Santos et de Cotobato, dus à la sécheresse prolongée et aux températures anormalement élevées, attribuées au phénomène El Niño qui touche la région depuis un certain temps ».

Au palais présidentiel, on est conscient de la situation. En fait, dès le mois de décembre, le Président Benigno Aquino III avait approuvé un budget de 19 milliards de pesos pour lutter contre les effets d'El Niño, qui pourraient se prolonger jusqu'en mai 2016. Depuis le mois de décembre, le Nord Cotobato figure officiellement parmi les neuf provinces les plus touchées par la sécheresse.

Toutefois, les hauts dirigeants politiques sont encore en train de débattre de la répartition de ce budget. Les Philippines se trouvent actuellement en pleine campagne électorale nationale et les controverses ne manquent pas. Dans des communiqués précédents, Toby Tiangco, porte-parole du parti de l'opposition, avait affirmé que le parti du gouvernement avait puisé 581 milliards de pesos dans le budget national pour aider ses candidats à obtenir davantage de votes, au lieu de destiner ces fonds à aider les pauvres.

Telle est précisément la question soulevée par les paysans qui manifestaient à Kidapawan avant que les forces de l'ordre n'ouvre le feu : après trois longs mois de grave sécheresse, où sont passés les fonds destinés aux sinistrés et l'aide alimentaire qu'ils étaient censés recevoir ?

À ce jour, même après les incidents de Kidapawan, les fonds d'aide aux sinistrés n'ont toujours pas été débloqués dans le Nord Cotabato, et les 15 000 sacs de riz destinés aux paysans les plus touchés par la sécheresse n'ont pas encore été distribués. Les habitants ont entendu dire que l'aide alimentaire ne sera distribuée qu'une fois que le parti politique du gouvernement fera sa tournée dans la province.

Nous appelons la communauté internationale à unir ses efforts pour soutenir les habitants de Kidapawan et à condamner les meurtres de paysans innocents et d'autres victimes de la répression de l'État philippin.

Nous appelons également à enquêter et à poursuivre en justice les fonctionnaires responsables des anomalies dans la gestion des fonds d'aide aux sinistrés et la dispersion violente des paysans manifestants, en particulier du meurtre de Rotello Daelto, originaire d'Arakan, qui était déjà blessé quand il a été abattu à bout portant par la police.

Nous demandons également qu'un organisme indépendant enquête sur le massacre de Kidapawan, avec la participation d'organisations de la société civile, d'institutions humanitaires internationales et des rapporteurs spéciaux de l'ONU sur le droit à l'alimentation et les droits des peuples autochtones.

Mme Lala Talino-Mendoza, dirigeante du gouvernement de la province du Nord Cotabato, le chef de la police de la province et le commandant provincial des forces armées des Philippines doivent être immédiatement suspendus de leurs fonctions tant que l'incident est à l'étude.

Que justice soit faite pour les agriculteurs de Kidapawan et les autres victimes de la répression de l'État philippin !

Défendons le droit des peuples à l'alimentation, à la liberté d'expression et au rassemblement pacifique !

Lançons un véritable processus de réforme agraire et défendons la souveraineté alimentaire !

#foodnotbullets

Participation des OSC au deuxième cycle de suivi Secrétariat global

Un certain nombre de points focaux des OSC ont déjà travaillé avec leurs gouvernements respectifs pour lancer le processus de suivi et contribuer à l'élaboration des rapports officiels. Ainsi, les OSC se sont particulièrement penchées sur l'indicateur 2, portant sur l'environnement favorable aux OSC. Aux **Philippines**, AidWatch Philippines a organisé une rencontre d'OSC et a fourni des informations liées à cet indicateur. Cette organisation a par ailleurs participé à l'atelier national de validation mis sur pied par le gouvernement national. Les OSC du **Myanmar**, avec à leur tête le Local Resource Center, ont assisté à la réunion de lancement du cycle du PMCED aux côtés du gouvernement. Dès le 24 mars, les OSC birmanes avaient fourni toutes les informations pertinentes sur l'indicateur 2. Le point focal des OSC au **Kirghizstan**, Civic Movement for Development Effectiveness, faisait partie d'un groupe de travail national formé de parties prenantes (gouvernement, fournisseurs, secteur privé) désignées par décret du ministère de l'Économie (coordonnateur national), et a commencé le travail de suivi. Ainsi, cette organisation a distribué des questionnaires aux OSC et organisé une réunion multipartite pour traiter de la planification du recueil des données, afin de garantir la crédibilité du processus de suivi. Le point focal des OSC au **Cambodge**, Cooperation Committee in Cambodia, a signalé avoir organisé plusieurs réunions, entretiens et consultations en ligne sur l'indicateur 2 auprès d'OSC nationales. Cette organisation s'est par ailleurs réunie avec le gouvernement pour une réunion de validation. Les OSC du **Tadjikistan**, avec à leur tête l'ONG Jahon, ont elle aussi organisé des tables rondes, des groupes de discussion et des consultations pour réunir des informations probantes sur l'indicateur 2.

Une cinquantaine d'OSC au **Mexique**, avec DECA pour point focal, ont participé à une enquête en ligne sur les indicateurs 2, 3 et 8. Le point focal des OSC se prépare actuellement pour une réunion sur place avec d'autres parties prenantes, dont des représentants du gouvernement et des chercheurs. Les OSC de **République dominicaine**, avec Alianza ONG à leur tête, ont réalisé une consultation nationale, à laquelle ont participé 40 organisations. Après cette consultation, l'organisation a promptement rédigé son rapport sur l'indicateur 2, qui sera présenté au gouvernement. Les OSC de **Colombie**, **El Salvador** et du **Paraguay** ont toutes affirmé avoir réalisé des activités de consultation et de validation.

Counterpart **Armenia**, le point focal des OSC en Arménie, a envoyé le questionnaire de suivi à un certain nombre d'OSC pour recueillir leurs commentaires au sujet de l'indicateur 2. Au **Kosovo**, les OSC œuvrent avec leur gouvernement sur les indicateurs 2 et 3. En **Albanie**, les OSC se sont investies dans la rédaction d'un rapport de pays sur l'indicateur 2, qu'elles ont présenté à leur gouvernement. D'autres réunions de validation sont actuellement en cours.

Malawi Economic Justice Network (MEJN), le point focal des OSC au **Malawi**, est intervenu en représentation des OSC dans le comité de pilotage du Development Cooperation Group, qui supervise l'avancement global de l'exercice, aux côtés des points focaux du secteur privé et des partenaires du développement. Les OSC ont suivi l'indicateur 2 (et fourni des informations sur l'indicateur 3) et ont été invitées à participer au processus de validation du rapport national du Malawi. Le point focal des OSC au **Togo**, GARED, a aidé les OSC à répondre au questionnaire sur l'indicateur 2.

Dans les trois provinces de **Sierra Leone** (Nord, Est et Sud), ChildHelp s'est réuni avec des OSC et des groupes communautaires (notamment de jeunes et de femmes), pour renforcer leur mobilisation, en se centrant sur les indicateurs globaux de Busan et sur le deuxième cycle de suivi dans le pays. Au cours de cette campagne de sensibilisation, de graves préoccupations ont été soulevées par la plupart des ONG et des OSC, car ces processus mondiaux sont relativement nouveaux aux yeux des organisations locales. Des fiches d'information ont été distribuées pour aider les OSC à mieux comprendre ces processus et à saisir toute leur importance à l'échelle

mondiale, régionale et nationale. ChildHelp entend participer la semaine prochaine à une réunion stratégique avec des parlementaires, des partenaires du développement, le PNUD, des représentants des OSC et d'autres groupes à base communautaire en vue de diffuser un questionnaire précis pour recueillir des commentaires sur le suivi de l'indicateur 2.

ACTUALITÉS SUR LES GROUPES DE TRAVAIL

Le groupe de travail du POED sur le Programme 2030 se penchera sur les Objectifs 16 et 17

Pour en savoir plus, veuillez contacter : abarrios@iboninternational.org

Sur la base des nouveaux développements liés au programme de développement durable à l'horizon 2030 (également appelé Programme 2030) et des instances pertinentes associées aux objectifs de développement durable (ODD), le groupe de travail du POED sur le programme de développement de l'après-2015, rebaptisé groupe de travail sur le Programme 2030, a décidé d'organiser une rencontre stratégique à Bruxelles le 23 mars. Il visait ainsi à définir son rôle et ses projets en rapport avec l'action globale du POED sur l'efficacité de la coopération pour le développement dans le cadre du Programme 2030.

La réunion stratégique du groupe de travail du POED sur le Programme 2030, qui s'est déroulée en présence des membres du comité de coordination et du groupe de travail, a donné lieu à une décision importante : s'engager dans le Programme 2030 au stade de sa mise en œuvre. Sa contribution réside dans la promotion de l'efficacité du développement et la défense des droits de l'homme (et de l'appropriation démocratique), ainsi que dans la cohérence des partenariats avec les principes des droits de l'homme et de l'efficacité du développement, qui définissent l'action du POED relative aux objectifs 16 et 17.

Le groupe de travail sur le Programme 2030 sera dorénavant coordonné par Alejandro Barrios.

*Actualités du groupe de travail sur l'efficacité des OSC en matière de développement
Actualización del GT sobre la eficacia de las OSC en materia desarrollo*

Pour en savoir plus, veuillez contacter : mpamintuan@aprnet.org

Les membres du groupe de travail sur l'efficacité des OSC en matière de développement (eff. dev.) ont participé au Forum européen des OSC 2016 et à la réunion du comité de coordination du POED à Bruxelles. Ils ont profité de cette occasion pour se réunir le 22 mars et discuter de leur plan de travail pour 2016. L'une des activités phares de cette année sera la réalisation de recherches actives sur l'efficacité et la responsabilité des OSC en matière de développement, pour étayer les progrès réalisés par les OSC sur le plan de la mise en œuvre des Principes d'Istanbul et de responsabilité des OSC plus de cinq ans après les assemblées mondiales du Forum ouvert, en Turquie et au Cambodge. En outre, le groupe de travail poursuivra ses activités de sensibilisation en coordination avec les unités régionales et sectorielles.

L'événement le plus attendu par le groupe de travail est la conférence mondiale qui commémorera les cinq premières années des Principes d'Istanbul (IP + 5). Ces Journées mondiales du POED sur l'efficacité des OSC en matière de développement se tiendront à Montréal, au Canada, au mois d'août 2016. Elles auront pour thème « Ancrer l'action mondiale sur le terrain : célébrer les succès, tirer des enseignements et relever les défis de la société civile – les Principes d'Istanbul, cinq ans après ». Au-delà d'une simple célébration des succès des OSC dans les cinq années qui ont suivi l'établissement des Principes d'Istanbul, cet événement se veut l'occasion de partager des connaissances,

A2030

Effacité du
développement
des OSC

CSS

d'élaborer des stratégies communes et de mobilisation des groupes clés en vue de la deuxième réunion de haut niveau du PMCED. L'environnement favorable aux OSC, le dialogue multipartite et le principe de responsabilité seront les trois principaux piliers des discussions.

Le groupe de travail sur la Coopération Sud-Sud participe à la conférence internationale à New Delhi et se réunit à Bruxelles

Le groupe de travail sur la CSS, représenté par M. Harsh Jaitli, de Voluntary Action Network in India (VANI), a participé à la conférence internationale sur la Coopération Sud-Sud qui s'est tenue les 10 et 11 mars 2016 à New Delhi. Des représentants du gouvernement, des OSC, ainsi que du milieu universitaire et communautaire ont assisté à l'événement.

La conférence visait à débattre de la CSS en mettant l'accent sur les domaines du financement et des partenariats, de la paix et de la sécurité, de l'environnement, du développement axé sur la population, ainsi que des sciences, de la technologie et de l'innovation. M. Jaitli a souligné qu'il était désormais nécessaire d'adopter une approche multidimensionnelle, participative et multipartite pour la CSS. Il a également mis en avant l'importance de la participation des OSC aux plateformes multipartites mondiales, et de l'échange d'expériences, positives et négatives, entre les prestataires et les bénéficiaires de la CSS, pour en tirer les enseignements pertinents.

La conférence internationale sur la Coopération Sud-Sud a été organisée par le Forum pour la coopération internationale au développement (FIDC), Research Information Systems (RIS), le ministère des Affaires étrangères, les Nations Unies et le Réseau de groupes de réflexion du Sud (NeST).

(Fotos cortesía de RIS a través de <http://ris.org.in/>)



Le groupe de travail sur la CSS se réunit à Bruxelles

Une réunion du groupe de travail sur la CSS s'est tenue à Bruxelles, en Belgique, le 21 mars 2016. Six membres du groupe de travail (Vitalice Meja, Joan Lanfranco, Anas Elhasnaoui, Laitia Tamata, Urna Gombosuren et la co-présidente du groupe, Erin Palomares) se sont rendus à Bruxelles pour échanger des informations et des points de vue à cette occasion. Après avoir discuté de la marche à suivre, ils ont décidé des prochaines étapes à mettre en œuvre pour compléter le cadre de la Coopération Sud-Sud au développement, des activités à réaliser en vue de la prochaine réunion de haut niveau de Nairobi et du plan de travail du groupe.

ACTUALITÉS SUR LES SECTEURS

De l'importance du dialogue social dans le développement – Nouvelles études du RSCD/POED

<http://www.ituc-csi.org/social-dialogue-development>

Dans le cadre de son travail sur l'importance du dialogue social pour le développement, le RSCD a entrepris trois études de cas nationales, portant respectivement sur l'Indonésie, le Ghana et l'Uruguay.

Le dialogue social sous ses différentes formes est analysé au sein de ces trois pays, en mettant particulièrement l'accent sur la matérialisation de ces dialogues à plusieurs niveaux de l'administration et sur sa contribution au développement. Ces études, réalisées par des spécialistes syndicaux dans chaque pays, comprennent des exemples de bonnes pratiques mais aussi d'obstacles dans les différents contextes présentés, ainsi qu'une série de conclusions et de recommandations éclairées. Ces études sont financées par le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement.

Sonder le terrain en vue de la HLM2

Au sein du POED, le secteur des OSC internationales évalue actuellement le degré de soutien global à l'égard du plan d'action axé sur l'efficacité. Pour ce faire, il a lancé un sondage auprès d'un groupe choisi de praticiens et d'organisations qui ont rejoint le circuit d'informations du POED ces trois dernières années. Cette étude vise à recueillir le point de vue d'experts, issus d'organisations plutôt que du courant officiel, sur les pratiques et les comportements dans la réalité, plutôt que sur les connaissances empiriques associées au plan d'action sur l'efficacité du développement. Par ailleurs, la portée de cette étude tient compte des engagements des bailleurs de fonds à soutenir les principes de Busan et d'efficacité des OSC, c'est-à-dire les Principes d'Istanbul.

Cette évaluation repose sur un questionnaire axé sur le changement de comportements. Elle vise à (1) traiter des problèmes concrets plutôt que des processus, (2) reconnaître le caractère perméable des principes de l'efficacité en dépit de leur manque de reconnaissance, et (3) encourager les individus à questionner les processus officiels du développement à l'échelle mondiale. Outre ces objectifs, l'évaluation est l'occasion de susciter l'intérêt des membres du secteur des OSC internationales à l'égard de la HLM2 qui se tiendra en novembre.

Les premières consultations ont commencé début février, à travers un questionnaire en ligne. Une succession d'entretiens individuels et personnels suivra en avril, avec pour vocation d'étoffer plus encore les commentaires. Le rapport résultant devrait être prêt fin avril. Ses conclusions sont susceptibles de contribuer à améliorer les stratégies de mobilisation des OSC internationales, aussi bien à l'échelle mondiale que locale.

En parallèle de son projet d'évaluation, le secteur des OSC internationales diffuse régulièrement des informations à travers une liste de diffusion spéciale et des téléconférences. Les préparatifs de la HLM2 offrent une excellente occasion de réunir les membres du groupe qui ont fait part de leur intérêt à participer à la séance consacrée aux progrès réalisés depuis Busan.

Pour en savoir plus, veuillez contacter luca.defraia@actioanaid.org.

Travailleurs

OSC
internationales

HISTOIRES EN VEDETTE

La CSA exprime sa préoccupation à l'égard de l'enquête sur le meurtre de Berta Cáceres

La CSA a fermement condamné l'odieux assassinat, le 3 mars dernier, de Berta Cáceres, dirigeante autochtone, représentante du Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras (COPINH) et chef de file de la défense des droits de l'homme et de la justice sociale et environnementale (pour lire le communiqué de presse, veuillez cliquer [ici](#)).

Le Mexicain Gustavo Castro a également été blessé au cours de cette agression. Il appartient à l'organisation Otros Mundos Chiapas/Amigos de La Tierra México, au réseau Red Mexicana de Afectados por la Minería (REMA) et au Movimiento Mesoamericano contra el Modelo Extractivo Minero (M4).

La CSA a envoyé une lettre au gouvernement du Honduras pour lui faire part de sa préoccupation concernant les accusations de manipulations qui planent sur l'enquête du meurtre de Berta Cáceres. Ces manipulations viseraient à inculper le COPINH ou à associer le meurtre à un règlement de compte personnel, afin de masquer le contexte politique de l'agression. En effet, Berta Cáceres était l'une des chefs de file de la lutte contre l'impunité dont jouissent les sociétés multinationales qui entreprennent de s'appropriier les terres et les biens communs du pays. Cet engagement lui a valu d'être persécutée, poursuivie en justice et menacée de mort à plusieurs reprises, à tel point que la Commission Interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a décidé de dicter des mesures de précaution pour qu'elle puisse bénéficier d'une protection spéciale de la part du gouvernement du Honduras.

La CSA a exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation face à la violence et à l'impunité qui règnent au Honduras et qui touchent en particulier les défenseurs des droits de l'homme, notamment les dirigeants syndicalistes et autochtones.

Les membres du COPINH, tout comme les proches de Berta Cáceres et le militant Gustavo Castro, se retrouvent aujourd'hui dans une situation précaire et dangereuse. C'est pourquoi la CIDH a décidé le 5 mars dernier de demander l'adoption de mesures de précaution afin de veiller à leur sécurité et de préserver leur intégrité physique, ainsi que pour permettre à Gustavo Castro de quitter le pays en toute sécurité.



Berta Cáceres
(Photo gracieuseté du Goldman Environmental Prize)

L'État hondurien est le premier responsable de mettre fin à la vague de violence et d'impunité généralisée qui frappe le pays, de protéger l'intégrité physique des défenseurs des droits de l'homme et de garantir le respect des droits des peuples autochtones face aux intérêts des sociétés multinationales.

La CSA exige au gouvernement du Honduras d'enquêter ainsi que d'identifier et de punir les auteurs matériels et intellectuels du meurtre de Berta Cáceres mais aussi de tous les défenseurs des droits de l'homme qui ont été victimes de la violence ; de garantir la sécurité et l'intégrité physique de Gustavo Castro pour lui permettre de quitter le pays sans problème ; de faire appliquer les droits des peuples autochtones face aux intérêts des sociétés multinationales ; et de mettre fin à la persécution et à la criminalisation de toutes les personnes qui défendent les droits de l'homme et la justice sociale et environnementale.

Justice, reconnaissance et engagement sur les traces de Berta Cáceres

Red Latinoamerica de Mujeres Transformando la Economia

Suite au vil assassinat qui a abruptement mis fin au brillant parcours de Berta Cáceres, sa personnalité rayonne encore dans toute la région et le monde entier à travers les multiples facettes de son combat et de son engagement. Avec un sens politique profond et généreux, elle a su conjuguer la défense des peuples autochtones et celle du monde rural, de la Terre-Mère, des femmes, de la souveraineté et de l'intégration alternative. Son parcours ne s'est pas limité à un secteur en particulier ; elle a su intégrer ses engagements et ses priorités au sein de processus complexes, en quête d'une autre société à bâtir par et pour nos peuples.

Nous joignons notre voix au cri de douleur et d'indignation qui se propage actuellement dans le monde pour dénoncer ce lâche assassinat. Celui-ci illustre à quel point le capitalisme prédateur méprise la vie en général et défend les intérêts des grandes sociétés au détriment des droits des peuples autochtones et des écosystèmes de nos territoires. Ce capitalisme est soutenu par des gouvernements serviles et illégitimes dans des pays comme le Honduras, qui attentent impunément à la vie des militants écologistes et des droits de l'homme. Nous sommes solidaires avec la famille de Berta Cáceres, ainsi qu'avec ses compagnes et compagnons de la COPINH, avec les peuples autochtones et les femmes du Honduras et de notre Amérique qui ont condamné ce crime odieux. Nous exigeons tous que justice soit faite et que ce meurtre ne reste pas impuni, dans un élan de solidarité et d'engagement qui doit se poursuivre dans notre parcours sur les traces

La communauté internationale condamne le meurtre de Berta Cáceres, leader autochtone du Honduras Démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité Approuvé par le secteur des peuples autochtones du POED - Amérique latine et Caraïbes

4 mars 2016, planète Terre

Berta Cáceres, porte-parole des autochtones qui œuvrait depuis plus de vingt ans à la tête du Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras (Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras - Copinh), a été assassinée le 3 mars par des hommes armés « inconnus » alors qu'elle se reposait chez elle à La Esperanza (Intibucá, à environ 188 km de Tegucigalpa).

Berta Cáceres était une fervente défenseuse des droits des petits agriculteurs et des peuples autochtones, ainsi qu'une militante des milieux sociaux et un modèle à l'échelle régionale. Elle luttait en faveur de la justice sociale et environnementale, et en particulier contre les mégaprojets d'exploitation minière et de centrales hydroélectriques.

Elle a alerté à plusieurs reprises la communauté internationale sur l'impact des accords de libre échange (c'est-à-dire de l'adhésion au régime d'impunité des sociétés multinationales) et s'est opposée aux bases militaires américaines sur le territoire Lenca. Par ailleurs, Berta Cáceres a consacré sa vie à faire prendre conscience aux citoyens des problèmes liés à la santé, à la terre, au patriarcat et à la violence. Elle s'est opposée au coup d'État du 28 juin 2009, que le COPINH a également dénoncé comme un instrument de violence au service des multinationales, de l'exploitation des ressources naturelles et de la répression des mouvements sociaux dissidents.

En avril 2015, Berta Cáceres avait reçu le Prix Goldman de l'environnement, l'une des plus prestigieuses récompenses octroyées aux défenseurs de l'environnement, en reconnaissance de son travail acharné pour défendre le territoire Lenca contre le projet

de centrale hydroélectrique Agua Zarca lancé par la multinationale chinoise SINOHYDRO et l'entreprise hondurienne Desarrollo Energético Sociedad Anónima (DESA). Depuis des années, le peuple Lenca dénonçait la violation de leur droit à l'eau, source de vie et de culture, par les sociétés, les forces armées et le gouvernement.

Berta Cáceres, mère de quatre enfants, devait faire l'objet de mesures de précaution spéciales en vertu d'une décision de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDR). Mais ces mesures n'ont pas été appliquées par le gouvernement hondurien. Berta Cáceres a été assassinée par un État qui privilégie les intérêts du capital local et par des sociétés multinationales qui détruisent le territoire. Son engagement et ses activités de plaidoyer, en particulier en faveur des personnes les plus démunies et marginalisées, lui ont valu plusieurs procès, enquêtes judiciaires et menaces contre sa personne.

Berta Cáceres ôtait de l'importance aux menaces de mort qu'elle recevait, souvent dans un contexte de violence généralisée. Il faut savoir que 111 militants pour l'environnement ont été assassinés au Honduras entre 2002 et 2014, d'après un rapport réalisé par l'ONG Global Witness en 2014, intitulé « ¿Cuántos más? ». Cela place le Honduras parmi les 17 pays affichant les taux de violence les plus élevés au monde. Ce rapport illustre par ailleurs l'architecture en place qui favorise l'impunité et la violence des sociétés d'exploitation minière et hydroélectrique à grande échelle, entre autres activités profitant au capital privé et aux gouvernements complices. Selon ACI-PARTICIPA (Asociación para la participación ciudadana en Honduras), organisation basée au Honduras, plus de 90 % des assassinats et des agressions survenant dans le pays restent impunis.

Nous demandons au gouvernement du Honduras :

- de mettre fin à l'impunité générale et d'effectuer une enquête en bonne et due forme sur le meurtre de Berta Cáceres, ainsi que de tous les autres militants qui œuvraient pour la justice sociale et environnementale.
- de garantir l'intégrité physique, la liberté et le respect des droits de Gustavo Castro de Soto et Aureliano Molina.
- d'interrompre tous les projets qui ont été dénoncés par les défenseurs des droits de l'homme, parmi lesquels le projet de centrale hydroélectrique Agua Zarca sur le Rio Blanco et le projet Blue Energy sur le Rio Cangel.
- de contraindre les sociétés et les institutions financières à cesser de soutenir et d'investir dans des projets qui enfreignent les droits de l'homme ou qui se déroulent en l'absence de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause tel que stipulé dans la Convention 169 de l'OIT.
- de mettre fin à la persécution et à la criminalisation des défenseurs des droits de l'homme et d'appliquer toutes les mesures de précaution nécessaires pour veiller à la sécurité des individus et au respect de leur intégrité physique.

Nous tenons à exprimer notre solidarité et à transmettre nos condoléances à la famille et aux amis de Berta Cáceres, au peuple Lenca et à tous les habitants du Honduras qui déplorent cette perte irréparable.

Enfin, nous invitons les citoyens du monde entier à se mobiliser et à demander à tous les ambassades et consulats du Honduras dans leurs pays respectifs de condamner sans délai le meurtre de Berta Cáceres, à exprimer leur rejet face à de tels crimes et à exiger que justice soit faite.

Mégaprojets de barrage, institutions financières internationales et résistance au Manipur

Jiten Yumnam , Secrétaire, Centre for Research and Advocacy, Manipur
E-mail : cra.manipur@gmail.com

Barrages et institutions financières internationales

La région du nord-est de l'Inde, comprenant le Manipur et le bassin versant de la rivière Brahmaputra Barak, a été choisie pour devenir le moteur énergétique du pays et fait donc aujourd'hui l'objet de projets agressifs de construction de grands barrages. Plus de 200 protocoles d'accord (PdA) relatifs à des mégaprojets de barrage ont été signés avec

plusieurs sociétés de construction de barrages. Le 28 août 2014, quatre PdA ont été signés entre le gouvernement du Manipur et la North Eastern Electric Power Corporation (NEEPCO) pour la construction des projets suivants sur le cours de plusieurs rivières du Manipur : (a) 60 MW Irang HEP, (b) 51 MW Tuivai HEP, (c) 67 MW Khongnem Chakha et (d) 190 MW Pabram HEP. La politique du Manipur en matière d'énergie hydroélectrique pour 2012 et celle de 2013 relative aux investissements industriels ont été élaborées de sorte à établir implicitement un environnement propice aux investissements financiers du secteur privé et à l'implication de grandes compagnies dans les projets énergétiques.

Ces dernières décennies, on a constaté un investissement considérable de la part des institutions financières internationales (IFI) et des organismes donateurs dans le secteur énergétique au Manipur et dans le nord-est de l'Inde. Les IFI y jouent des rôles précis, différenciés et complémentaires. Par exemple, l'agence japonaise de coopération internationale (JICA) participe au financement de mégaprojets comme celui du barrage de Tuirial à Mizoram, ainsi qu'au développement d'infrastructures pour l'approvisionnement en eau de la ville d'Imphal, au Manipur, à partir du barrage de Mapithel.

La Banque mondiale finance actuellement la mise en place d'une ligne de transmission et de distribution à haute tension au Manipur et ailleurs en Inde, qui vise à desservir des zones sélectionnées pour la production d'électricité le long de grandes rivières du Manipur, pour un coût total de 98,9 milliards de roupies. Le soutien financier offert sous forme de prêt par la Banque mondiale pour ces lignes de transmission d'électricité sera un élément clé pour faciliter le transport d'énergie et la construction des 200 mégaprojets de barrage proposés dans la région du nord-est. La composante de coût pour le Manipur sera de 7,28 milliards de roupie. Ce plan vise à garantir un transport d'électricité à grande échelle en posant une nouvelle ligne de 132 kV sur 495 km, en installant quatre nouvelles sous-stations de 132/33 KV à Thoubal, Tipaimukh et Gamphajol, ainsi qu'en renforçant une sous-station existante pour la doter d'une capacité supplémentaire de 185 MVA, sans oublier une nouvelle ligne de 33 kV sur 2291 km et l'installation de 54 sous-stations 33/11 KV, avec une augmentation de capacité de 244 MVA de plusieurs sous-stations existantes.

La banque asiatique de développement (BAD) est profondément engagée dans les réformes du secteur énergétique en faveur de la privatisation des institutions et des services énergétiques, ainsi que dans de vastes projets de construction de routes. La Direction de l'Électricité au Manipur est d'ores et déjà devenue la Manipur Power Distribution Company Limited, et l'alimentation et la distribution d'électricité ont été privatisées en dépit des objections et de l'inquiétude de la population. La privatisation de l'approvisionnement en électricité au Manipur a d'ores et déjà donné lieu à une hausse des tarifs, la dernière (de 10%) ayant été appliquée le 19 février dernier. Au Manipur, les projets de voirie financés par la BAD dans le cadre du programme d'investissement routier de l'État du nord-est à travers le projet régional de connectivité routière déployé au titre de la coopération économique sous-régionale en Asie du Sud, faciliteront par ailleurs le transport de tous les engins et véhicules requis pour la construction des méga-barrages. La construction de la route qui



Photo gracieuseté de journées d'action pour la justice de développement via <http://peoplesgoals.org/>

reliera la ville de Bishenpur, la route de Khoupum et Tupul, financée elle aussi par la BAD, facilitera la construction du projet de Loktak (66 MW, en aval) et du barrage Nungleiband sur la rivière Leimatak.

La JICA envisage également de financer les infrastructures liées à l'approvisionnement en eau de la ville d'Imphal à partir du barrage Mapithel, un projet très controversé sur le cours de la Barak. Les principales composantes du projet d'approvisionnement en eau intégré seront cofinancées par la JICA et le gouvernement de l'Inde. Le projet est actuellement à l'étude en vue de son financement par la JICA, qui devrait être approuvé fin 2016. La JICA a élaboré une enquête préparatoire pour le Projet d'amélioration du réseau d'approvisionnement en eau d'Imphal, un rapport de pré faisabilité terminé en mars 2015. Ce rapport a été préparé par trois sociétés de conseil japonaises (NJS Consultants Co. Ltd, Nippon Koei Co. Ltd et Sanyu Consultants Inc.) en partenariat avec la JICA pour le PHED, gouvernement du Manipur. L'objectif ultime du projet d'approvisionnement en eau intégré financé par la JICA est de privatiser et de commercialiser l'approvisionnement en eau de la ville d'Imphal. Le rapport de pré faisabilité effectué pour le projet d'approvisionnement d'Imphal laisse augurer de fortes probabilités de privatisation. L'un des impacts les plus notables du projet financé par la JICA est la perte de terres cultivables dans le village de Leikoiching et les communautés dont les moyens de subsistance dépendent de la zone humide de Lamphelpat. Le projet de Tuirial à Mizoram (60 MW), lui aussi financé par la JICA, consistant en un barrage en terre de 77 m de haut sur la rivière Tuirial, un affluent de la Barak River, a également fait l'objet de controverses. La construction du barrage a été interrompue suite aux problèmes de réinsertion et de réinstallation des communautés touchées. Les communautés affectées par le barrage de Mapithel et le projet d'approvisionnement en eau intégré financé par la JICA se sont plaintes du manque de considération du gouvernement et des IFI concernant les impacts de ces projets, qui n'offrent que peu de possibilités d'obtenir réparation et justice pour les atteintes aux droits de ces communautés.

Rôle des IFI, préoccupations et résistance

Les IFI ont favorisé l'établissement d'un environnement propice à l'expropriation des peuples autochtones et à l'accaparement de leurs ressources, tout en minant le droit à l'autodétermination de ces peuples et en s'appropriant leur consentement pour mettre en œuvre des projets sur leurs terres. Les IFI n'hésitent pas à financer des projets quand les sociétés sont certaines d'en tirer des bénéfices.

Un autre enjeu lié au soutien financier des IFI est que ce soutien est souvent fourni sous forme de prêt assujéti au paiement d'intérêts. Avec les nouvelles modalités de financement associées au retrait du statut de catégorie spéciale pour le Manipur, et l'obligation pour cet État de trouver ses propres fonds pour satisfaire ses obligations financières relatives aux projets de développement, il est clair que cet État sera réduit à une autre entité fortement endettée vis-à-vis des IFI. Le financement, prenant souvent la forme de prêt, ne prévoit pas de clause spéciale pour y remédier en cas d'échec du projet. Prenons pour exemple le projet de sériciculture au Manipur financé par la JICA et le soutien du gouvernement français au projet d'assainissement d'Imphal, etc. Dans l'ensemble du bassin versant de la Brahmaputra – Barak, dans la région du Nord-Est, les impacts cumulés des projets de voirie de la BAD, du réseau de transmission et de distribution de la Banque mondiale, ainsi que du projet d'approvisionnement en eau intégré financé par la JICA, restent encore à mesurer.

La construction de méga-barrages au Manipur est par ailleurs associée à une augmentation de la militarisation et des violations des droits civiques des communautés concernées. Le 3 novembre 2008, une quarantaine de femmes qui demandaient que justice soit faite pour l'atteinte à leurs droits que supposait le barrage de Mapithel ont été blessées suite à une intervention brutale des forces de police. Le 25 décembre 2005, trois personnes ont été tuées et 25 autres blessées lors d'un autre acte de brutalité envers des communautés qui demandaient une compensation juste pour les impacts du barrage de Khuga.

L'engouement pour les mégaprojets de barrage au Manipur va de pair avec un mouvement de résistance de plus en plus important à l'égard des processus de prise de décisions et de leurs répercussions. Les expériences néfastes associées aux méga-barrages projetés au Manipur, tels que le projet hydroélectrique polyvalent de 105 MW de Loktak, les barrages de Mapithel, de Khoupum et de Khuga, etc., ont incité les communautés à rejeter les nouveaux mégaprojets de ce type. La résistance de la population à l'encontre du projet de 105 MW de

Loktak est axée sur les atteintes continuelles du projet à l'égard de leurs droits et au manque de responsabilité du promoteur du projet, National Hydroelectric Power Corporation. La résistance face au projet de 1500 MW de Tipaimukh HEP est fondée sur la non-reconnaissance des droits des populations touchées vis-à-vis de leurs terres. Tous les protocoles d'accord signés entre le gouvernement, les sociétés et les institutions financières internationales doivent être révoqués tant que les droits et les préoccupations de la population ne sont pas reconnus et pris en compte. Un examen du projet de Loktak HEP et de construction du barrage de Mapithel devrait être entrepris pour évaluer leurs répercussions multiples et le manque de responsabilité des sociétés impliquées. La politique hydroélectrique du Manipur pour 2012 doit être revue et corrigée car elle visait uniquement à satisfaire les intérêts des sociétés, à savoir tirer le plus grand bénéfice possible de l'exploitation des terres appartenant au peuple.

Les IFI doivent adhérer pleinement aux principes de l'efficacité du développement, en particulier en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et de l'autodétermination des peuples autochtones pour leur développement sur leur terre et leurs territoires. Même si les IFI possèdent leurs propres normes de garantie, l'application de ces dernières n'est pas chose facile au Manipur. En Inde, la politique de sauvegarde des IFI, ainsi que la législation environnementale et foncière ne sont que peu efficaces pour faire justice aux communautés touchées. En fait, elles ont été édulcorées pour faciliter la privatisation des terres appartenant au peuple. L'environnement favorable aux OSC pour l'efficacité du développement est d'autant plus affaibli que d'autres restrictions sont mises en place en ce qui concerne le fonctionnement des organisations communautaires. Le gouvernement doit cesser de prendre pour cible les défenseurs des droits de l'homme et les organisations autochtones qui défendent le développement durable et remettent en question des projets destructeurs tels que ceux du barrage de Mapithel, du barrage de Tipaimukh et d'autres barrages géants qui n'envisagent aucune alternative et ne tiennent pas compte de leurs répercussions au sens large. Tous les projets financés par les IFI doivent reposer sur le consentement préalable des peuples autochtones, donné librement et en connaissance de cause, et respecter dans leur totalité les clauses de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, approuvée en 2007.

Si vous souhaitez contribuer à l'e-Bulletin du Conseil global du POED, merci d'envoyer vos articles à Reileen Joy Dulay (secretariat@csopartnership.org) et à Jodel Dacara (membership@csopartnership.org).

Pour en savoir plus au sujet du Partenariat des OSC, consultez www.csopartnership.org.